IL A ENFIN ROMPU LE SILENCE SUR LA CRISE QUI SECOUE LE RND

Bensalah s'accorde un sursis

Abdelkader Bensalah a enfin rompu le silence sur la large contestation qui remet en cause, depuis quelques jours, sa présidence du RND. Visiblement confus et rongé par l'incertitude, le second personnage du pays affirme ne pas avoir toutes les données liées à cette question, et qu'il préfère encore s'accorder un peu de temps.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - C'est en marge d'une séance consacrée aux questions orales, ce jeudi, au Conseil de la Nation qu'Abdelkader Bensalah a été plutôt forcé de s'exprimer sur la crise qui secoue le Rassemblement national démocratique. Même s'il a, d'emblée, tenu à préciser qu'il n'aimerait pas confondre entre sa fonction de président du Sénat et celle d'un responsable de parti politique, la pression exercée sur lui depuis quelques jours semble l'avoir emporté sur ce principe.

Abdelkader Bensalah a ainsi commencé par reconnaître qu'une «situation anormale», prévaut sur le parti. Cela dit, Il nie formellement avoir reçu quoi que ce soit d'officiel et qui atteste de la remise en cause de sa présidence du parti. «Les évènements se précipitent, des informations fusent de partout, et personnellement je n'ai rien reçu d'officiel qui puisse confirmer ou infirmer telle ou telle autre situation, a-t-il indiqué. Pourtant des cadres et parlementaires du RND, qui ont participé et veillé au bon déroulement de l'opération de collecte des signatures pour le retour d'Ahmed Ouyahia aux commandes du parti, affirment lui avoir adressé mercredi dernier, les deux pétitions portant sa destitution.

Les deux pétitions dont *Le Soir d'Algérie* a eu accès, portent, pour la première, 305 signatures sur un total de 356 membres du Conseil national, et pour la seconde, 67 signatures sur 68 députés, ainsi que 35 émargements de 38 sénateurs du parti. Une réunion était d'ailleurs prévue jeudi, dans l'après-midi avec les 21 membres du bureau national.

Des sources informées expliquent les raisons de l'annulation de cette réunion : «Sur les 21 membres seulement, 9 cadres du parti étaient prêts à se réunir avec lui. Les 12 autres membres à leur tête Chihab Seddik refusent de discuter de la question. Ils attendent de lui de démissionner.»

Photo : DR

Abdelkader Bensalah.

Les mêmes sources ajoutent qu'Abdelkader Bensalah tentera, encore aujourd'hui samedi, de remettre la réunion du bureau national, mais il y a peu de chances qu'elle ait lieu. «Il faut savoir que dans le parti, il compte encore seulement une quarantaine de partisans dans le conseil national et neuf autres dans le bureau national. Certains d'entre eux lui ont suggéré de résister, mais lui, guette plus un signal de la présidence de la République… même si à ce niveau on lui a déjà signifié qu'il s'agissait d'affaires internes au parti», précisent nos sources. En attendant, le second personnage du pays joue la carte de la stabilité et va jusqu'à lier son sort à la tête du parti à celui de l'avenir du pays. «Je dis en conclusion que le RND cherche à garantir la stabilité et moi-même je travaille pour cet objectif. Car, la stabilité du RND participe à la stabilité du pays», a-t-il souligné ce jeudi.

Et comme pour mieux manifester son attente d'un signal fort, il ajoutera : «Sur le plan personnel, je n'ai pas encore toutes les données liées à cette question. Je vais donc m'accorder un peu de temps pour répondre à telle ou telle autre demande et enfin prendre une position.»

Enfin, il appelle en cette circonstance les membres du parti «au calme et à la raison», afin dit-il, de «trouver les formules qui puissent préserver l'unité et la stabilité du parti».

Ceci, en rappelant que «l'Algérie a besoin d'un parti comme le RND, qui consacre et participe à la stabilité du pays».

M. M.

IL SE DÉROULERA AU SIÈGE DU MSP

Conclave de l'opposition le 6 juin

L'opposition, née de la conférence de Zéralda du 10 juin dernier, se retrouvera le 6 juin prochain pour un conclave à huis clos.

Un conclave, qui aura pour cadre le siège du MSP, a retenu l'Instance de suivi des concertations de l'opposition (Isco), réunie, avant-hier jeudi.

Selon Me Salah Dabouz, président du bureau national de la LADDH (Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme), ce conclave qui durera aussi longtemps que cela sera nécessaire, est une idée de Me Ali-Yahia Abdennour. Il permettra d'aller «au fond des choses et d'analyser en profondeur la situation du pays, ce qui permettra de dégager la meilleure des attitudes», affirmera-t-il. Car, jusqu'ici, précisera notre interlocuteur, les réunions de 3h au maximum de l'Isco ne permettaient pas un large débat, chacun de la trentaine des membres de l'Isco devant intervenir 2 à 3 minutes.

Lors de ce sommet, il est attendu de grandes décisions, dira Me Dabouz pour qui l'opposition fait montre d'une cohésion inédite. Et de s'en remettre aux réactions des uns et des autres, sans concertation préalable des membres de l'Isco, aux menaces du Président contenues dans son message lu en son nom, le 19 mars dernier.

Précisant que l'ISCO qui «n'attend pas de l'applaudimètre du pouvoir et de ses satellites, et n'agit pas en réaction» à ce beau monde, le président du bureau national de la LADDH se dotera à l'issue de ce conclave d'une stratégie et s'élargira probablement. «Beaucoup de demandes de personnalités, de mouvements et de partis», dira-t-il, dont nombre de participants à la conférence de Zéralda qui ont, par la suite, préféré tourner le dos et agir en solo, avant de sentir la nécessité de rejoindre l'Isco.

M. Kebci

LOUISA HANOUNE ET LES MESURES D'AUSTÉRITÉ

Les travailleurs ne doivent pas les supporter seuls

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) estime que le poids de la chute des cours du pétrole ne doit pas être supporté par les «seuls travailleurs».

M. Kebci - Alger (Le Soir)- Louisa Hanoune, qui s'exprimait, hier vendredi, à l'ouverture des travaux d'une session ordinaire de la commission ouvrière du parti, a invité le gouvernement à voir «ailleurs» que dans les poches de ces travailleurs dont, dira-t-elle, «les acquis (revalorisation salariale) arrachés de haute lutte» ces dernières années sont sérieusement «menacés».

Pour elle, les sources de puisement pour faire face aux retombées de cette dégringolade des prix de l'or noir sont nombreuses. Et de citer pêle-mêle, la traque à mener à l'évasion fiscale estimée de source officielle à près de 4 000 milliards de dinars, ou encore l'instauration d'un impôt sur la fortune à l'effet de pousser cette faune de «nouveaux riches à contribuer à l'effort national».

La patronne du PT plaidera, une fois de plus, pour des barrières douanières pour protéger l'économie nationale. Ce qui est synonyme de la remise en cause de l'accord d'association avec l'Union européenne qui fait perdre au pays, selon elle, et annuellement, un milliard cinq cent millions d'euros ou encore celui portant sur la Zale (Zone arabe de libre échange).

Pour Hanoune, même ces acquis des travailleurs sont «malmenés» par nombre de facteurs. Dont, citera-t-elle, l'absence d'une politique salariale qui a engendré des inégalités dans l'échelle des salaires, notamment ceux des travailleurs relevant des corps communs. Ces derniers perçoivent, dira-t-elle, des mensualités de «14 000 à 15 000 DA, loin du SNMG». Il y a également la «folie» qui s'est emparée de la mercuriale et qui a rendu les dernières revalorisations salariales des fonctionnaires pratiquement caduques.

Elle s'interrogera, au passage, sur le retard prix dans l'application de l'abrogation du fameux article 87 bis, relevant des «contradictions» des membres de l'exécutif à ce propos.

Cela dit, la secrétaire générale du PT ne fera pas l'économie d'une attaque de plus contre la ministre de la Culture qu'elle ne cesse d'accuser ces derniers temps de conflits d'intérêts et de dilapidation de deniers publics. Elle accusera Nadia Labidi d'avoir refusé à feu Amar Laskri, le talentueux réalisateur et illustre moudjahid, une prise en charge à l'étranger, lui qui souffrait d'une maladie chronique qui a fini par avoir raison de lui la semaine écoulée.

Une prise en charge qu'il finira par avoir mais tardivement avec l'intervention d'un proche à lui, sénateur de son état.

Une ministre de la Culture qui n'a pas hésité à facturer le spectacle d'ouverture de la manifestation Constantine, capitale de la culture arabe à 17 milliards de centimes et de financer à 5 autres milliards de centimes l'épopée el Wiam comme cadeau au président de la République pour sa politique de concorde civile.

Photo : Samir Sid

Hanoune plaide pour la protection de l'économie nationale.

«C'est de la simple dilapidation de deniers publics», dira-t-elle, invitant Labidi à «se mettre à la page», la politique de concorde civile remontant à très loin et même suivie d'une autre option, celle de la réconciliation nationale.

SITUATION POLITIQUE

Le diagnostic de Abdelaziz Belaïd

Émouvant rassemblement ce vendredi 8 mai, à la salle de conférences du Centre de loisirs scientifiques (CLS) Salah-Boubnider du centre-ville, d'un Front en développement, dont on devine le projet. Puisque le président du front El Moustaqbal l'a déclaré devant des centaines de sympathisants, militants et cadres de son parti, «j'ai l'intime conviction qu'en construisant sûrement, un jour nous serons au pouvoir».

L'ex-candidat aux dernières présidentielles qui s'est longuement étalé dans son discours, sur la corruption et le favoritisme, s'est montré agile et serein, en se posant en leader du dialogue. «Dans la situation actuelle des choses, il ne s'agit pas de faire un bras de fer avec le pouvoir en place, mais il s'agit de proposer des solutions», a-t-il justifié. Il s'agit de «prôner le dialogue politique», poursuit-il. Il regrette que la vie politique ne soit guidée que par l'intérêt partisan ou personnel. «Certains médias m'ont situé à mi-chemin entre l'opposition et le pouvoir, mon parti ne se met pas à la remorque d'une opposition radicale qui n'aspire qu'à s'accaparer du pouvoir et bien entendu, on ne s'aligne pas dans le même contexte d'un pouvoir qui fait cavalier seul», s'est-il défendu, en reconnaissant toutefois que «ces dernières années, les compétences ne cessent d'exprimer principalement un désintérêt total pour la vie politique, en Algérie, qui subit un processus de pourrissement chronique».

Abordant le problème des irrégularités qui entachent les élections en Algérie, Abdelaziz Belaïd reconnaît que «le phénomène n'est certes pas nouveau, mais il prend ces dernières années une ampleur nouvelle, la manipulation des scrutins étant portée à une échelle jusqu'ici inédite».

Et d'ajouter «on peut considérer qu'il s'agit d'une véritable arnaque aux électeurs, à laquelle devraient en principe s'attaquer l'administration et les formations politiques qui sont censées défendre leurs droits».

Enfin, le président du front El Moustaqbal, a rendu un vibrant hommage aux victimes des massacres du 8 mai qu'a connus la région de Guelma, à l'occasion de la commémoration du 70e anniversaire de cette horrible tuerie.

Noureddine Guergour